

20 novembre 2024 - Journée du Souvenir Transgenre

Avec plus de 350 victimes en 2024, le cycle des meurtres transphobes à travers le monde doit cesser

Ce 20 novembre est la Journée annuelle du Souvenir Transgenre. A cette occasion, la Fédération LGBTI+ et ses membres honorent la mémoire de toutes personnes transgenres assassinées par haine et préjugés du fait de leur transidentité, à travers le monde, en Europe et aussi en France.

La Fédération soutient tous les hommages et hommages organisés partout dans l'Hexagone et en Outremer, et ailleurs dans le monde, à la mémoire de nos adelphe, afin que le public cisgenre et hétérosexuel prenne conscience que la transphobie tue.

Pleurer nos mort·es dans ces temps de recueillement pour les publics LGBTI+, avec nos allié·es, nous oblige à ne pas oublier les personnes transgenres poussées au suicide, plongées dans la précarité parce que victimes des discriminations bien trop nombreuses dans leur parcours de transition et dans leur quotidien ensuite.

En France, nous sommes particulièrement affecté·es par [les meurtres, en juillet dernier, de Géraldine et Angéline](#).

L'association Transgender Europe (TGEU)* qui recense dans un programme mondial le nombre de personnes transgenres et non-binaires, tuées à travers le monde en déplore 350 entre le 1er octobre 2023 et le 30 septembre 2024.

- Cette année, le nombre total de meurtres enregistrés a dépassé les 5 000 cas depuis que TGEU a commencé à les surveiller en 2008.
- Conformément aux années précédentes, 94 % des meurtres signalés étaient des féminicides, c'est-à-dire que les victimes étaient des femmes transgenres ou des personnes transféminines.
- Les travailleurs·euses du sexe demeurent le groupe le plus ciblé de toutes les professions connues. Cependant, la proportion de travailleurs·euses du sexe parmi les victimes (46 %) est à son plus bas niveau depuis le début de notre suivi (2016 : 62 % | 2008 : 84 %).
- 93 % des meurtres signalés concernaient des personnes transgenres racisées, soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année dernière.
- Un tiers des victimes de meurtre signalées étaient âgées de 31 à 40 ans, et un quart avaient entre 19 et 25 ans.
- 15 jeunes transgenres mineur·es de moins de 18 ans (près de 6 % du total) ont été assassiné·es.
- Près des trois quarts (73 %) des meurtres signalés ont été commis en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour la 17e année consécutive, le Brésil arrive en tête du classement des pays, avec 30 % du total des situations.
- 9 cas ont été enregistrés en Afrique au cours de cette période de suivi, soit plus du double du total annuel le plus élevé enregistré depuis le début du projet (quatre en 2012).
- Cette année, le nombre de ces actes transphobes en Europe a diminué de moitié par rapport à l'année dernière (2024 : 8 | 2023 : 16), tandis qu'aux États-Unis, les cas ont augmenté (2024 : 41 ; 2023 : 31).
- Près de la moitié des meurtres signalés (46 %) étaient des coups de feu. Plus d'un quart (34 %) des meurtres enregistrés ont eu lieu dans la rue et près d'un quart (22 %) au domicile de la victime.

La Fédération LGBTI+ affirme que les transféminicides ne sont pas des fatalités. L'intersection des haines dont sont victimes les personnes transgenres doit être éradiquée par un changement d'état civil libre et gratuit, avec une dépsychiatisation complète des procédures, et un plan volontaire et spécifique contre les discriminations qui manque au plan gouvernemental triennal de lutte contre les discriminations LGBTI+ 2024-2026.

La Fédération LGBTI+ reste mobilisée contre l'offensive anti-trans partout à travers le monde, aux États-Unis, mais aussi en France. Comme avec cette loi contre les mineurs transgenres votée au Sénat fin mai 2024 par la droite qui vise à en faire des sujets psychiatisé·es au nom de leur prétendue protection.

Le renversement de la notion de protection des jeunes transgenres en France démontre la méconnaissance de leurs parcours par les parlementaires. Nos Centres accueillent régulièrement des jeunes transgenres mineur·es avec leur famille et remplissent leur missions de service public en les écoutant et les conseillant, sans jugement et dans le respect de leur autonomie

* Source des données [Transgender Europe](#) (TGEU)

Contact

Stéphane CORBIN

Porte-parole

porte-parolat@federation-lgbti.org

06 22 09 09 66